

LUTTE DE CLASSE

Pour le POUVOIR des TRAVAILLEURS

MAI 1972

LE SYMPTÔME

Contrairement aux avis de nos bons prophètes, les travailleurs, s'ils ne se sentent pas assez solidement organisés pour se lancer dans des offensives d'envergure, sont loin d'avoir baissé les bras. Avec 4,4 millions de journées perdues pour fait de grève en 1971, la France, après la Grande-Bretagne et l'Italie, est le pays européen le plus combatif, et 1968 mis à part, l'année passée a été la plus agitée depuis 1963. Un certain nombre de grèves récentes témoigneraient, si besoin était, de cette combativité des travailleurs ; mais, elles révèlent aussi une attitude parfois nouvelle de la part des capitalistes, qu'il nous paraît utile d'analyser.

1 - LE CONTEXTE DES LUTTES

Les mois de mars et avril ont été marqués par un nombre relativement important de mouvements durs, longs, débordant souvent les syndicats, en général dans de petites entreprises provinciales. Les raisons de ces grèves sont diverses, depuis la riposte à des licenciements dans des petites boîtes en faillite (chaussures OURS à La Souveraine) jusqu'à des revendications de salaires dans des secteurs particulièrement sous-payés (JOINT FRANCAIS à St Brieuc).

.../

Ces actions, en général, bousculent le "fair-play" tant prisé par les esthètes, pour déboucher, par la violence, sur la mise à nu de la violence capitaliste : les grèves sont illimitées, avec occupations, voire séquestrations. Les secteurs les plus divers sont touchés : travaux publics et transports routiers (GMT et SATRAL dans la région marseillaise) confection (SAMEX à Millau, où les travailleurs brûlent publiquement leurs lettres de licenciement) ; bâtiment (Société Industrielle du Bâtiment, à Bastia, dont les documents et dossiers sont jetés à la rue par les grévistes) ; construction mécanique (PEUGEOT, près de Montbéliard) etc.

Parmi tous ces mouvements, deux nous paraissent particulièrement éclairants et symptomatiques à la fois de la combativité ouvrière et de l'attitude actuelle de certains secteurs du patronat : celui du JOINT FRANCAIS - filiale de la C G E - à Saint Briec - un peu plus de mille travailleurs ; celui des usines PARIS à Nantes.

2 - LA LUTTE AU JOINT FRANCAIS

Le conflit a pour origine les salaires de misère payés à une main-d'œuvre en majorité féminine (60 %). Ces derniers, en effet, s'établissent en moyenne au dessous de 1.000 F par mois à raison de 46 à 47 heures de travail par semaine, dans une chaleur étouffante. Après des débrayages sporadiques, la grève avec occupation est décidée (à bulletins secrets) par 75 % des ouvriers le 28 février. Revendication essentielle, l'augmentation en partie uniforme des salaires.

Le conflit prendra des formes dures de par l'intransigeance d'un patronat intouchable : direction plutôt invisible, directeur longtemps introuvable. Il s'agit en effet d'un patronat moderne (l'usine a été installée en 1962) et qui, en fonction d'une situation où ses marges de concession se trouvent réduites, est acculé aux solutions de force.

Il est vrai que ce dernier avait misé, en venant implanter une usine en Bretagne, sur l'existence d'une main-d'œuvre docile, prête à accepter n'importe quel emploi. Les deux autres usines de la même société ne se sont d'ailleurs pas installées n'importe où : l'une, à Bezons, emploie une majorité de travailleurs immigrés, et l'autre, en Espagne, donne sans doute le ton.

Le 5 avril, la direction daigne se déplacer de Paris pour discuter avec les délégués syndicaux. Mais ces messieurs, qui n'ouvriront même pas leurs serviettes, proposent 19 centimes d'augmentation sur les 70 demandés par les travailleurs. Devant une telle provocation, ces derniers envahissent la Direction départementale de l'Emploi où se déroulent les discussions, et exigent de rester dans la salle pendant les négociations. Refus des bureaucrates syndicaux. Finalement, la base ouvrière impose sa présence et contraindra bureaucrates et patronat à négocier toute la nuit dans une atmosphère pour le moins houleuse.

.../

Ces "séquestrés" ne seront pourtant pas malmenés : on leur donne même à manger du chou-fleur, nourriture quotidienne des grévistes depuis un mois. Le lendemain, ils sont libérés par les C R S, qui, par ailleurs, occupent l'usine et dispersent violemment les petits groupes de grévistes aux abords de l'entreprise. Depuis, le conflit s'éternise (à la date du 19 avril, le bruit se répand d'un éventuel chantage à la fermeture de la part de la direction). Mais il demeure révélateur à un triple point de vue.

Tout d'abord, il témoigne d'une grande détermination chez les travailleurs, malgré les consignes démobilisatrices des syndicats : si la CGT freine ostensiblement le mouvement, la C F D T a bien du mal à maintenir intacte son image de marque ; derrière des divergences purement verbales, les deux syndicats se retrouvent d'accord pour empêcher l'occupation de l'entreprise voisine LE MOIGNIC, également en grève, et celle du CNPF. D'accord aussi pour canaliser la combativité sur les voies de garage bien connues : meeting soigneusement contrôlé et racolage électoral, puisque le défilé qui suivra sera dirigé non vers l'usine, mais vers la mairie "d'unité de la gauche". Le conflit entre les manœuvres syndicales et la détermination ouvrière pose directement le problème politique : qui mène la grève et comment ?

Un deuxième point à noter est l'extraordinaire mouvement de solidarité en faveur des grévistes, en majorité issus du monde agricole : collectes, distributions de vivres par les paysans, font que les ouvriers en grève vont parfois jusqu'à récupérer leur salaire. L'unanimité se fait finalement pour condamner l'intransigeance de la direction, le manque d'autonomie de l'établissement, l'absence de "dialogue". Sur ce point, les syndicats, les hauts fonctionnaires, les cadres CGC, les curés de la région, et même le comité UDR local se retrouvent d'accord.

Un tel concert ne fait que souligner le troisième point : l'existence d'un patronat qui ne veut rien savoir, va jusqu'au bout de l'épreuve de force, et n'hésiterait pas à fermer purement et simplement une de ses usines. Si, dans le cas du JOINT FRANCAIS, ce patronat, par son intransigeance, son ignorance des syndicats, etc, fait contre lui l'unanimité, capitalistes compris, l'exemple des Etablissements PARIS, à Nantes, bien que différent, prend une signification également révélatrice de certaines tendances actuelles du capital.

3 - LA LUTTE AUX ETABLISSEMENTS PARIS

Il s'agit cette fois d'une vieille entreprise familiale (fabrication de charpentes métalliques) qui regroupe 720 travailleurs dont 160 mensuels (surtout employés de bureau), et une centaine de cadres et de chefs - ces derniers, tout comme les adjudants - chefs ou les flics de chez Renault, étant partis du bas de l'échelle pour monter de manière directement proportionnelle à leur souplesse d'échine.

.../

De là une hiérarchie rigide et un esprit typiquement "maison", quelque peu bousculés, récemment, par l'embauche d'un nombre important de jeunes ouvriers, peu disposés à entrer dans ce jeu et révoltés par les brimades des contremaîtres. Ajoutons la présence de deux maos, qui permettront à la direction de feindre d'oublier le mécontentement et l'action de la base en ressortant la théorie poussiéreuse des états-majors pour lesquels il n'est pas de mouvement sans "meneurs".

La grève avec occupation débute le 28 février, sur des objectifs qui se sont pas pour plaire à des obsédés de la hiérarchie : la revendication essentielle porte sur une augmentation égalitaire des salaires. La C G T, faisant contre mauvaise fortune bon coeur, suit l'occupation. Mais c'est véritablement la base qui prend le mouvement en charge, avec un large appui extérieur. Un actif Comité de Soutien organise des collectes, participe aux Assemblées Générales, malgré les mises en garde de la C.G.T., puis de la C.F.D.T., qui déplorent avec un bel ensemble "l'ingérence de groupes d'individus dans un conflit hors de leur compétence". Le 4 avril, la direction cède en partie sur les salaires, mais licencie les deux maos. La lutte rebondit alors, pour la réintégration de tous les licenciés.

A partir de ce moment l'unité fragile qui s'était réalisée sur les objectifs de la grève (que les mensuels avaient même appuyée par une pétition) éclate : la cassure, latente jusque là, entre travailleurs et employés-maison, apparaît violemment. Les cadres C G C, farouches défenseurs de l'éventail hiérarchique, organisent les mensuels non grévistes. Jaloux de leurs privilèges, les agents de maîtrise, les techniciens et cadres se joignent à eux. Tout ce beau monde "choqué" par l'occupation et la mise en place des piquets de grève, se regroupe, avec matraques et chiens policiers, dans un "Comité de Défense pour la Liberté du Travail". Ces défenseurs de l'ordre, rassemblés sous la pression de la direction autour des cadres U D R ou C D R prénètrent chaque matin dans l'usine, en car et sous la protection des flics dont ils se font les auxiliaires zélés, attaquant les piquets de grève - ou des travailleurs isolés - et menaçant jusque chez elles les femmes des grévistes.

Les syndicats, de leur côté, s'en prennent de plus en plus nettement aux "personnes étrangères à l'entreprise" du Comité de Soutien. La section C G T de l'usine, qui s'était vue contrainte de soutenir des revendications non hiérarchisées et même les deux maofstes adhérents du syndicat est désavouée par une Union locale et une Union départementale plus orthodoxes qui sabotent tout mouvement réel de soutien, multiplient les difficultés et ne consentent qu'à un débrayage symbolique d'une demi-heure alors que les C.R.S. évacuent l'usine occupée.

Cependant, la grève continuera jusqu'au 10 avril. Le 8, les ouvriers, refusant le vote secret que voulaient imposer les bureaucrates, avaient reconduit le mouvement. Mais, deux jours plus tard, les délégués syndicaux les mettent devant le fait accompli en leur lisant un communiqué qu'ils venaient d'envoyer à la presse et qui annonçait la fin de la grève. Ecoeurement et lassitude aidant, les travailleurs reprennent le travail sans avoir obtenu la réintégration de leurs camarades licenciés.

...

4 - CONCLUSIONS

Si, dans ces exemples, la combativité des travailleurs et l'attitude des syndicats ne constituent pas un fait nouveau, il semble en revanche que se développe dans le patronat une attitude avec laquelle il faut désormais compter.

Ce dernier, dans la situation actuelle, ne peut plus se permettre de se montrer sous un masque de libéralisme : le taux de profit devenant insuffisant, ce serait concéder plus que ce qu'il peut récupérer. Le rôle des organes patentés de la "concertation" se trouve d'autant plus diminué que la marge de manoeuvre se réduit. Dans ces conditions, les capitalistes ne peuvent plus compter pour briser les lattes, sur des syndicats qu'ils préfèrent ignorer. Ils sont ainsi amenés à prendre directement leurs affaires en main, révélant par là même, de façon directe et frontale, la nature du conflit entre les exploiters et les exploités.

Ainsi, on commence à voir la patrons se montrer de plus en plus intraitables vis-à-vis des revendications, et tenter d'organiser systématiquement les jaunes en bandes répressives pour matraquer les ouvriers les plus résolus : depuis l'assassinat aux usines RENAULT, les exploiters n'hésitent plus à révéler directement la violence capitaliste. Ils ne se contentent plus de la présence des CRS, mais s'occupent eux-mêmes, avec leurs cadres et certains de leurs employés, des basses besognes.

Les exemples que nous avons analysés sont donc symptomatiques. S'ils constituent des cas encore isolés, il faut bien reconnaître qu'ils vont de pair avec la multiplication des lock-out et la répression directement meurtrière (en Angleterre, contre la grève des mineurs, en France, en Espagne).

Ajoutons que, dans les cas où il s'avère impossible d'organiser des jaunes ... inexistantes, une tendance se développe dans le capital pour faire jouer un rôle répressif par une "opinion publique" par définition conditionnée, quand ce n'est pas, comme en Italie, par des bandes fascistes organisées. Et l'on a vu, très récemment, armés de leur légendaire parapluie, les honorables "gentlemen" de la Cité de Londres perdre soudain leur respectabilité et leur flegme tout légendaires pour tomber à bras raccourcis sur des cheminots en grève.

S'ils cessaient de lutter, pour s'en remettre par exemple à l'"action" des syndicats, les travailleurs ne feraient qu'accélérer ce processus répressif. Leur détermination seule, et l'organisation qu'ils sauront eux-mêmes se donner, peuvent battre en brèche une violence capitaliste qui menace de plus en plus directement leurs conditions d'existence.

...

FORMATION ET REPRESSION

(Texte rédigé par un travailleur après un stage dans un Centre de Formation Professionnelle pour Adultes).

La question de la répression est surtout abordée en tant que thème mobilisateur, notamment par les militants maos. Ceux-ci prennent toujours comme "bête noire" la direction qui licencie et qui inflige des mises à pied à son gré. C'est une manière de nous faire croire à la possibilité d'un Etat-providence, qui ne licenciera jamais, et nous laissera toute liberté de continuer à travailler et d'être exploités. C'est ainsi que l'action des maos aboutit à renforcer chez un certain nombre de copains l'idée qu'il faut s'attaquer aux MAUVAIS patrons, plutôt qu'aux PATRONS tout court ; qu'il faut se mobiliser uniquement contre les scandales et les injustices, et non lutter en permanence contre nos conditions de vie d'ouvriers, qui ne sont pas une injustice, mais le produit du capitalisme.

Pour qu'on puisse parler d'injustice, il faudrait qu'il y ait une justice possible dans un système où les salariés n'ont aucun contrôle sur leur vie, sur leur force de travail, et sur ce qu'ils produisent. Il faut donc dire, plutôt, qu'on ne peut rien attendre d'autre de la Direction, dont le rôle même est de faire respecter le système, et de nous tenir à l'écart des problèmes que pose au capitalisme une classe ouvrière de plus en plus exigeante. Car tout cela est juste, du point de vue des capitalistes.

La direction, de son côté, veut toujours nous faire croire que nous sommes dans une "école" où ON (qui ? les capitalistes) nous fait la faveur de nous "accorder" une formation professionnelle. En échange, nous serions tenus d'accepter toutes les conditions qui nous sont imposées : mauvais logement, menaces constantes. Or il importe de voir clairement que notre "école" n'est en rien différente des autres. Ni l'Etat, ni personne d'autre, ne nous fait la moindre faveur en créant des centres de formation professionnelle. C'est le système - qui a besoin d'ouvriers qualifiés - qui oblige les capitalistes à créer des écoles pour former ces ouvriers, sans lesquels le capitalisme ne pourrait pas exister. Ici comme à l'usine, le rôle qui nous est réservé est celui de simples exécutants dominés par toute une hiérarchie de parasites qui vivent de notre travail : surveillants-mouchards, contremaîtres-moniteurs, etc.

Pendant les six ou neuf mois que dure normalement un stage, les stagiaires sont mis en compétition, quasiment comme dans le Tour de France. C'est là l'aspect fondamental de notre vie à l'école, et il faut le mettre en rapport avec le problème de la répression. Comme on ne peut pas nous diviser à propos des salaires, etc., on le fait à propos de la notation des pièces.

Une pièce est considérée comme bonne lorsqu'elle est produite dans la limite du nombre d'heures prévu. La produire dans ces conditions signifie ne pas pisser, ne pas être constipé et ne pas s'arrêter une seule minute pour satisfaire d'autres besoins. De toute façon, on n'est pas censé avoir d'autres besoins que ceux de manger et de dormir, pour pouvoir reprendre le travail le jour suivant ! C'est exactement la vie ouvrière ! Par-dessus le marché, la direction ne considère pas les rapports sexuels comme un besoin, puisque l'accès au bloc masculin est interdit aux filles !

La correction des pièces elle-même est assurée par les stagiaires, et constitue un point culminant de la compétition. On voit alors ressortir les éléments de base du capitalisme : rentabilité, obéissance aux chefs, amour du travail = esprit professionnel.

Chaque fois qu'on laisse tomber ces problèmes pour nous demander de lutter pour une meilleure direction, on laisse tomber l'essentiel. On porte la lutte sur ce qui touche le moins les stagiaires, sur des questions de personnes, bonnes ou mauvaises, justes ou injustes, et non sur ce qui nous fait toucher du doigt la répression : l'organisation du travail dans l'atelier, et ses rapports avec notre vie à l'école. Il est donc inévitable que même les copains intéressés par la lutte contre la répression exercée par l'école deviennent passifs dans les réunions organisés par les copains maos, où l'on se borne à décider de la distribution des tracts faits à Paris ! On ne fait ainsi que renforcer la passivité et l'obéissance aux chefs que l'école et les patrons veulent nous inculquer. Même après nos huit heures de travail, nous n'avons pas fini de nous fatiguer, car le stagiaire est encore obligé d'étudier les méthodes d'exécution des pièces, les explications des moniteurs étant insuffisantes : ainsi, après le travail, c'est encore le travail qui continue à absorber notre énergie !

Une des actions à entreprendre consiste donc à pousser les camarades de stage à comprendre que le travail cesse lorsqu'on quitte l'atelier. Il faut agir de façon que la vie du stage ne soit pas complètement absorbée par les questions imposées par la direction. C'est du reste ce que font spontanément les ouvriers en refusant de parler de ce qui se passe dans l'atelier - temps considéré comme "vendu" aux patrons ou à l'école - et en s'intéressant à la musique pop.

Mais cela ne suffit pas pour meubler neuf mois d'école. Un exemple plus intéressant a été l'occupation, un après-midi, du hall d'une maison de la culture. Avec les jeunes du quartier, nous avons organisé un bal et des discussions. La réaction des directeurs "progressistes" de la M. J. C. ne s'est pas faite attendre : ils sont venus nous emmerder, en nous reprochant de jouer de la musique pop composée par des américains, assassins de vietnamiens !!!!!

...

.../

LA CFDT ET LES TRAVAILLEURS

Au Bourget, chez GIROSTEEL, petite usine métallurgique, une grève éclate le 8 février, suivie le 14 de l'occupation des locaux par les grévistes. Ces derniers sont surtout des travailleurs immigrés, majoritaires dans l'entreprise qui emploie quelques centaines d'ouvriers. Cette boîte est connue dans le secteur : l'exploitation y est particulièrement dure et le Chef du personnel s'y est bâti une solide réputation de raciste. C'est surtout contre les bas salaires que se mobilisent les travailleurs en réclamant une augmentation de 1 F de l'heure pour tous, en même temps qu'ils demandent le renvoi du Chef du personnel. Mais ce qui est intéressant dans cette grève, c'est qu'elle n'apparaît pas comme une grève syndicale. La lutte est lancée à l'initiative des travailleurs eux-mêmes qui ont élu un Comité de Grève la base décidant chaque étape de la lutte. Si les tracts distribués par le Comité de Grève ne portent pas de sigle syndical, leur lecture montre rapidement que, en réalité, la C.F.D.T. contrôle le mouvement. Très habilement, elle n'essaie pas d'aller contre la volonté des travailleurs à se diriger eux-mêmes. Il lui suffit d'être présente au Comité de Grève, d'organiser efficacement le soutien financier et de fournir tous les moyens matériels de diffusion.

La grève va durer, car la Direction refuse de discuter avec le Comité de Grève "qui n'est pas un syndicat reconnu". Après l'occupation de l'usine par les grévistes, en riposte à l'embauche des jaunes par le patron, ce dernier licencie les membres du Comité de Grève, en sanctionne d'autres, puis en désespoir de cause fait appel à la Justice. Comme d'habitude, celle-ci vole à son secours et ordonne aux travailleurs de vider les lieux. Entre temps, la direction qui ne recule devant rien s'est essayée à la provocation : un non-gréviste suspect, fouillé par le piquet de grève, est trouvé porteur d'une arme à feu, et le coup monté échoue. Le 29 février, les C.R.S. interviennent, expulsent les grévistes et montent la garde dans l'usine qui va tourner au ralenti avec 10 % seulement de la production habituelle. A part la C.F.D.T., les autres boutiques syndicales qui n'ont pas de syndiqués dans la boîte, s'opposent résolument à la grève. Le bulletin de la section C.G.T. de l'usine voisine est clair à ce sujet : la grève de Girosteel c'est "ce qu'il ne faut pas faire ni laisser faire". Même la solidarité financière est exclue. Au niveau départemental, c'est l'hostilité totale mais quelques sections d'usine C.G.T. ou F.O. feront une collecte. Chez RATEAU, à La Courneuve, fief C.G.T., la C.F.D.T. est seule à organiser la solidarité. Les bonzes syndicaux staliniens ou sociaux-démocrates ne peuvent tolérer que les travailleurs s'arrogent le droit de se diriger eux-mêmes. Il y va de leur fonction même, de leur rôle de représentants des travailleurs, reconnus et officiels, chargés de négocier la vente de la force de travail sans que le fonctionnement du système capitaliste soit remis en cause.

Mais, alors que les staliniens et la C.G.T. n'hésitent pas à s'opposer frontalement aux travailleurs, la C.F.D.T., elle, use d'autres méthodes qui en définitive aboutissent aux mêmes résultats : intégrer les travailleurs à l'organisation syndicale. Ainsi la possibilité qu'ont les travailleurs d'organiser eux-mêmes leur lutte est récupérée, l'appareil de direction du syndicat se substituant dorénavant à eux. Les tracts du Comité de Grève sont révélateurs à cet égard. Ils s'adressent d'abord aux organismes syndicaux pour leur demander d'appeler les travailleurs - par exemple à un rassemblement de soutien - alors même que, quelques lignes plus hauts, on déplore l'hostilité de ces mêmes organismes. Il ne faut surtout pas, malgré ce que proclame verbalement la C.F.D.T., que les travailleurs s'adressent directement à leurs camarades par dessus la tête des directions. Un rassemblement de soutien, organisé par le Comité de Grève et la C.F.D.T., a effectivement lieu le 16 mars devant la gare du Bourget à 18 h. Il regroupe quelques centaines de personnes dont beaucoup sont des militants gauchistes du secteur. Le représentant de la C.F.D.T. y parle longuement réussissant ce tour de force de ne citer ni la C.G.T. ni F.O. qui font pourtant tout pour isoler la grève, se contentant d'allusions discrètes et ceci malgré les cris ironiques des gauchistes. Il n'est pas question pour lui de mettre en cause une organisation syndicale quelle qu'elle soit, mais seulement, par contraste, de faire apparaître la C.F.D.T. comme la bonne organisation efficace et dévouée. Quant aux moyens de soutien préconisés ils sont significatifs de ce que le syndicat entend par là. Après qu'il ait réclamé à nouveau de l'argent et demandé à chacun d'en parler dans sa boîte, l'orateur révèle ce que le syndicat préconise comme action de soutien. A une base de classe, se substitue un appel bidon aux pouvoirs publics pour qu'ils "fassent cesser le scandale" alors même que la Justice bourgeoise a prouvé, si besoin était, que les "Pouvoirs Publics" ne sont rien d'autre que le pouvoir du capital. Le bureaucrate ne fait d'ailleurs que reprendre le texte du tract C.F.D.T. disant "les Pouvoirs Publics doivent prendre leurs responsabilités pour refuser les licenciements et obliger la direction à discuter comme le demandent les grévistes". Les tracts de Lutte Ouvrière, présents au rassemblement (essentiellement la section F.O. de la Polymécanique de Pantin, qu'ils contrôlent) ne proposent rien d'autre. Les gauchistes, des maos pour la plupart qui veulent absolument défiler dans les rues pour se prouver qu'ils existent et qui ont préparé le matériel consacré, se heurtent au refus catégorique de la C.F.D.T. et de L.O., organismes "responsables". C'est tout le cinéma habituel des chefs et chefaillons de chaque boutique syndicale ou politique essayant d'utiliser à leur profit la lutte des travailleurs. La combativité des travailleurs de GIROSTEEL qui s'est maintenue intacte plus de deux mois va faire plier le patron. Celui-ci abandonne licenciements et sanctions. Une augmentation de 55 c. en plusieurs étapes (c'est/peu près ce qu'ont obtenu les grévistes de PENNAROYA), le 13ème mois et la révision des classifications, ces résultats qui sont loin d'être négligeables, montrent que la lutte paie lorsque les travailleurs passant outre aux tentatives faites par les uns et les autres pour briser ou récupérer leur lutte, réussissent à en contrôler eux-mêmes le déroulement, même si celui-ci leur échappe en partie comme ce fut le cas ici.

.../

Quant à la CFDT, elle se félicite en premier dans son communiqué d'avoir obtenu la liberté d'exercer un mandat syndical. C'est sans doute que le patron de GIROSTEEL a enfin compris qu'il a tout à gagner à ce que la combativité ouvrière soit canalisée par le syndicat plutôt que d'être laissée libre d'agir à sa guise.

CEUX QUI BARBOUILLENT LES DEUX COTES DU
MUR OU : QUAND LE RENARD PRECHE,
PRENEZ GARDE A VOS FOULES !

Si les bureaucrates du P. C. et ceux de l' U. D. R. apparaissent de plus en plus souvent d'accord (pour l'ordre, pour faire cesser les grèves, pour participer aux référendums, etc), il restait encore un domaine, largement exploité ces derniers temps, dans lequel ils s'opposaient avec vigueur : celui de la spéculation, en particulier immobilière, qui grignote inexorablement nos derniers espaces verts et nos derniers terrains de sport, et condamne les petits enfants à l'asphyxie physique, voire à la révolte morale.

Le conseil de Paris était encore une tribune où les élus communistes se montraient intraitables, dans des discours aussi enflammés que vains, devant de confortables majorités UDR, trop hilares sans doute pour rester vraiment silencieuses.

Il n'en est que plus piquant d'apprendre, que ces ennemis irréductibles viennent, avec un bel ensemble, de se mettre d'accord pour amputer Paris de 13.000 mètres carrés parmi les terrains de sport qui lui restent.

On s'imaginera peut-être qu'il doit s'agir de construire des HLM à loyers réduits pour les travailleurs les plus mal logés. Or ces travailleurs sont en l'occurrence d'un genre bien particulier, puisque l'emplacement retenu va servir à construire des locaux encore plus grands et plus somptueux, au cœur du 16ème arrondissement des prolétaires pour les camarades bureaucrates de l'ambassade de l'URSS, innocentes victimes, en leur bidonville de la rue de Grenelle, de la crise du logement qui sévit en France.

Décidement, la démocratie avancée et planifiée nous en promet de belles.

Adresse postale uniquement :

Jean COLIN - 75 rue Saint-Antoine
75 - PARIS 4°

ils ne veulent plus faire le zouave

L'usine ZIG-ZAG de Thonon-les-Bains, célèbre par le zouave barbu, emblème des papiers à cigarettes de nos grands-pères, a été récemment le théâtre d'événements intéressants. Cette usine fabrique, non plus du papier à cigarettes, mais du support de papier carbone dont la production représente 70 % du marché européen, le tiers du marché mondial. Dans cette usine ultra-moderne, la direction décide, au début de l'année, d'accroître encore la productivité. Comme dans les autres secteurs du capitalisme, le zouave a besoin de faire suer un peu plus le burnous.

Il s'agit de passer en continu (24 heures sur 24, 7 jours sur 7) la machine 6, la plus puissante de l'usine et de tâter le terrain pour voir la réaction des travailleurs.

Ceux-ci, 43 ouvriers concernés, réagissent immédiatement. Ils refusent le nouvel horaire et se mettent en grève "notre vie de famille passe avant tous les avantages que l'on pourrait nous accorder. Elle n'est pas à "vendre", répliquent-ils à la direction qui leur fait miroiter une réduction de la durée du travail sans perte de salaire.

Après quatre semaines de grève, la direction lockoute les réfractaires, pendant que se déroulent les grenouillages habituels des syndicats. La CGT dont l'hostilité aux mouvements qu'elle ne contrôle pas ne fait que croître et embellir, propose avec gentillesse à la direction de revoir sa décision. La CFDT, plus proche de la base, appelle l'ensemble de l'usine à la grève; trois semaines plus tard, la CGT, "organisation démocratique" avancée comme chacun sait, signe, seule, un accord avec la direction. 38 ouvriers sur 43, non seulement vont témoigner le plus parfait mépris pour ces tractations, mais ripostent en occupant le local de la machine 6.

A partir de ce moment, les informations ne permettent pas de savoir ce qui s'est passé réellement. Il semble que le soutien des autres travailleurs de l'usine n'ait pas été total et que, les syndicats aidant, un accord ait pu se faire. La Direction a malgré tout subi un échec, puisque seuls des volontaires pourront travailler en continu et recevront une prime de passage de 300 F, les réfractaires étant affectés à un autre poste sans perte de salaire. Le passage de toutes les machines en continu qui était certainement l'objectif visé par la direction, tombe à l'eau, tout au moins à court terme et il va lui falloir trouver autre chose pour extraire cette précieuse plus-value qui demeure le besoin et le souci prioritaires d'un capitalisme en crise.

Où nous voulons en venir

Capitalisme et bureaucratie

Partout dans le monde, sans aucune exception, la société est aujourd'hui divisée en deux classes irréductiblement opposées : celle des travailleurs, qui produit toutes les richesses, et celle des capitalistes, qui dispose de ces richesses et de la vie même des travailleurs.

Pour échapper à la crise mortelle qui les guette, les capitalistes ne peuvent qu'accroître sans cesse l'exploitation du travail. Mais celle-ci provoque la résistance des travailleurs, le déséquilibre de l'économie, et finalement la ruine des bases mêmes de la vie humaine.

C'est en vain que partis et syndicats continuent à prêcher la patience et la résignation, en échange de quelques miettes baptisées « niveau de vie ». La base de leur activité s'effondre, car les capitalistes n'ont plus guère de miettes à offrir.

Mais voici que de nouveaux dirigeants, soi-disant révolutionnaires, viennent tenter de relever ceux qui ont failli, promettant de guider la classe ouvrière vers son émancipation. En soumettant les travailleurs à une hiérarchie supplémentaire de chefs et de chéfaillons, ils ne font que compléter et renforcer le pouvoir du capital. La seule perspective qu'ils ouvrent, c'est celle du capitalisme d'Etat à la russe ou à la chinoise, avec une exploitation redoublée et le massacre de ceux qui résistent.

Action de classe

En fait, seule la prise en mains par les travailleurs des armes et des instruments de production peut empêcher l'anéantissement de l'humanité. Mais cette solution ne peut venir que des travailleurs eux-mêmes, s'organisant entre eux à la base, sans stratèges ni chefs géniaux.

La route est ardue, jalonnée d'échecs et de défaites : soviets de Russie étouffés par les bolcheviks, conseils ouvriers d'Allemagne et de Hongrie noyés dans le sang, comités de shop stewards en Grande-Bretagne sans cesse menacés par la pénétration des rapports capitalistes.

Mais l'action autonome de la classe ouvrière ressurgit périodiquement, toujours plus puissante et plus étendue, que ce soit à travers les grèves dites « sauvages » ou à travers la formation de comités de base, malgré la répression conjuguée du patronat et de la bureaucratie syndicale.

Inutile donc d'attendre des sauveurs qui ne peuvent pas venir. Seul le développement des initiatives de la base pourra abattre l'exploitation. Et seule dès aujourd'hui l'action voulue et dirigée par les travailleurs eux-mêmes peut faire reculer le capital et défendre les intérêts les plus immédiats de la classe ouvrière.

Dès maintenant, donc :

- toute décision sur les luttes ouvrières doit être prise par une assemblée des travailleurs concernés, après une discussion où tous auront la parole sur un pied d'égalité ;
- il est exclu d'élire des représentants ayant un pouvoir de décision quelconque — il ne peut être question que de délégués mandatés de façon précise pour une tâche bien déterminée ;
- la lutte doit être coordonnée par les délégués de la base et non par des bonzes inamovibles qui parlent au nom des travailleurs sans prendre leur avis.

Regroupement des révolutionnaires

C'est pour répandre ces principes et aider matériellement à leur mise en pratique que les travailleurs les plus combattifs et les plus lucides doivent aujourd'hui se grouper, sans distinction de nationalité ou de profession, pour contester dans les faits le droit divin des dirigeants.

La tâche à accomplir est immense :

- rompre l'isolement des minorités « gauchistes » qui existent un peu partout ;
- créer les liaisons qui aideront la classe ouvrière à organiser elle-même son action ;
- interpréter et diffuser largement les informations étouffées par la presse bourgeoise et bureaucratique ;
- appuyer, par la propagande et par l'action, les luttes engagées par les travailleurs.

Il ne s'agit pas de former de nouveaux dirigeants, un nouveau parti ou un nouveau syndicat. L'organisation révolutionnaire — indispensable pour éviter la dispersion des efforts — n'aura ni hiérarchie, ni organes de direction spécialisés, les décisions étant prises par l'ensemble des militants.

Loin de prétendre faire la révolution à la place des travailleurs, il s'agit au contraire de leur faire mieux connaître la possibilité qu'ils ont de se libérer par leurs propres moyens de l'esclavage capitaliste.

GROUPE DE LIAISON POUR L'ACTION DES TRAVAILLEURS (G.L.A.T.).